

Collectif RésisteR 54
S'informer, s'organiser, agir !
La lutte continue !



Résister!

#22 - septembre 2013

au capitalisme, au fascisme, aux discriminations... et à la résignation

Ivres sur la place



Prix

Le prix est librement fixé par le lecteur.

Le prix de revient de ce numéro est de 0,80 €

**GREVE
GENERALE**

PAGE 2

**REVOLUTION
MONDIALE**

PAGE 4

**REPRISE DU
TRAVAIL**

PAGE 6

Mardi 10 septembre 2013. Combien serons-nous à 14h30, place Dombasle ? Combien d'entre nous auront trouvé à nouveau la motivation d'arpenter les rues de Nancy pour faire entendre leur voix ? Combien ? Et pourquoi ?

La question des retraites est-elle encore mobilisatrice ? On peut aisément penser le contraire. Les débats sur l'augmentation de l'espérance de vie, sur le niveau de cotisation, sur le coût du travail, les charges patronales, les années de cotisation, les transferts de la branche famille vers la branche vieillesse et j'en passe ne sont pas là pour nous inviter à nous réjouir de nous retrouver dans la rue. Et s'il doit y avoir débat sur la pénibilité, c'est alors pour que les avantages liés à celle-ci soient accordés à tou(te)s celles et ceux qui ont eu à supporter ces échanges incessants et stériles.

Pourtant l'enjeu est de taille. C'est notre part de liberté dont il s'agit. Le travail salarié nous aliène. Quelques soient l'intérêt que nous y trouvons, l'investissement que nous y mettons, les relations sociales que nous y nouons. Il nous aliène. Il limite notre part de liberté, le temps qui nous est offert. Trop souvent il nous contraint à accepter l'inacceptable, voire à subir l'humiliation. Et il ne faudrait pas croire qu'il s'impose à tous. Ils existent bien ceux qui n'ont pas à vivre de leur labeur. Ceux qui vivent de leurs rentes. Ceux qui vivent du produit de leur capital. Ils existent bien.

Alors j'ai envie de vous retrouver, de nous retrouver. Envie de regagner cette part de liberté qui doit être la nôtre. Envie de leur rappeler qu'ici comme ailleurs, c'est nous qui produisons la richesse. C'est nous qui produisons les biens et les services. Envie de manger une plus grande part de leur rente sans perdre l'espoir de leur reprendre un jour totalement. Envie de retrouver le temps d'agir.

Alors nous pourrions nous enivrer. Nous enivrer de démocratie en nous saisissant de chaque sujet, en nous immisçant dans chacun de leurs lieux de pouvoir. Nous enivrer de solidarité en retrouvant le temps de nous soucier de l'autre, en particulier de tous les parias qu'ils produisent pour nous faire peur. De nous enivrer d'égalité en n'ayant plus à nous distinguer par la place que nous occupons dans le monde du travail, si nous en avons ou non, à quel point nous sommes exploité(e)s. Alors nous prendrons le temps d'être ivres.

jencri

R

* titre emprunté au trop peu célèbre Victor K, fondateur éclairé des économistes désaltéré(e)s, qui a inspiré ces quelques pensées.

+ 25% en un an pour la fortune
des 500 Français les plus riches

L'espérance de vie d'un déambulateur.

L'autre jour je me baladais du côté de la rue Haute. Je m'appuyais sur mon déambulateur pour gravir les derniers mètres qui me séparaient encore du cimetière. Le souffle court, je décide de faire une pause sur le banc en pierre, à l'ombre d'un chêne centenaire.

- Salut le Léon, on a du mal à monter la côte ? On a plus les jambes de ses vingt ans, hein ?

C'est ce grand con de Claude, le fils de mon pote le Lulu que l'on a enterré la semaine dernière. La quarantaine passée, le ventre bedonnant, la cravate au vent et la veste sur l'épaule, le Coco semble lui aussi heureux de s'asseoir. Geneviève sa bigote de mère, la femme à Lulu, ne supporte pas que l'on appelle son fils Coco, cadre supérieur dans je ne sais plus quelle multinationale. Il était sa fierté, sa réussite et quelque part sa vengeance sur le Lulu qui, le premier, appela son fils Coco. Ouvrier, syndicaliste, communiste, anti calotin connu et reconnu, Lulu était resté fidèle à ses idées toute sa vie.

- Pas de bol le père. Il n'aura pas profité de sa retraite !
- Pas de bol ? La chance n'a rien à voir ! Coco, tu sais bien que ton père doit son cancer à l'amiante et à de mauvaises conditions de travail à l'usine !
- C'est pour ça qu'au PS on a voulu que le gouvernement prenne en compte la pénibilité dans la réforme des retraites.
- M'ouais, c'est-à-dire que tu considères que les mauvaises conditions de travail, la pénibilité sont normales pour certains travaux physiques ou horaires atypiques de nuit par exemple ? Avec près de 5 millions de chômeurs, dont 25% des jeunes de moins de 25 ans, ne vaudrait-il pas mieux augmenter le nombre de travailleurs pour réduire la pénibilité en diminuant leur temps de travail par exemple ? Et puis quel salarié aujourd'hui peut dire qu'il n'a pas un travail pénible ? les arrêts de maladie, les dépressions ou les suicides aux télécoms, à la poste, chez les paysans et dans beaucoup d'entreprises ou administrations, c'est pas la preuve que la pénibilité a plusieurs visages et touche presque tous les salariés ?
- Les cadres aussi, avec le poids de nos responsabilités !
- M'ouais, à la différence qu'un cadre a une espérance de vie en bonne santé jusqu'à 77 ans, contre 71 ans pour un ouvrier. Avec votre réforme les employés et ouvriers auront au mieux 4 ans de bonheur avant de terminer dans la douleur leurs années de fin de vie. S'il est vrai que l'espérance de vie augmente, quoique ce n'est plus le cas depuis 2011, l'espérance de vie en bonne santé diminue et diminuera encore avec l'augmentation annoncée des années de cotisations qui prolongeront mécaniquement l'âge de départ en retraite. Les salariés passeront-ils alors directement de l'entreprise à la maison de retraite ? C'est une réforme de gauche, ça ? Pour la première fois dans l'histoire, alors que l'espérance de vie n'a cessé d'augmenter ainsi que les richesses produites, que le temps de travail a été divisé par presque deux et la retraite n'a cessé de diminuer jusqu'à 60 ans, une fois de plus un recul social important est de gauche, enfin d'une politique dite de gauche !
- Léon je t'entends, mais cette réforme est inévitable, il n'y a pas d'autres solutions si l'on veut sauver le système de retraite par répartition ! Sais-tu

Léon qu'il manquera 20 milliards par an d'ici 2020 si rien n'est fait ?

- Balivernes ! Tu parles d'un problème financier alors qu'il s'agit d'un choix de société, de répartition de la richesse produite, de solidarité intergénérationnelle. 20 milliards à trouver par an ce n'est que 1% de la richesse produite en sus des 13% actuels. L'échelle des salaires est passée de 1 à 20 en quelques années à de 1 à 40. Une hausse des bas salaires, les plus nombreux, ainsi qu'une embauche massive de chômeurs feraient rentrer quelques milliards de cotisations dans les caisses. Enfin, en 30 ans, la valeur ajoutée des dividendes versés aux actionnaires est passé de 3% à 9% soit 94 milliards environ, alors que la part du PIB affectée à la masse salariale a reculé de 5%. Enfin la fraude fiscale est estimée à 80 milliards d'euros par an !

Tu vois du pognon il y en a. Il suffirait de le prendre là où il est !

Quant à la menace de perdre la retraite par répartition, laisse-moi rire ! Les banques et assurances se chargent d'annoncer la couleur en proposant déjà la capitalisation pour s'assurer une retraite. Enfin tu crois que le gouvernement résistera longtemps au diktat libéral européen, que le PS a avalisé dans les derniers traités, et aux dernières injonctions de la commission, de l'Allemagne et de quelques autres qui exigent que Paris procède rapidement à des réformes « structurelles » de compétitivité et de libre concurrence ?

Quelque peu décontenancé par les arguments ou plutôt agacé par ce vieux résistant au capitalisme et réfractaire à l'idéologie libérale triomphante, Coco le « con instruit », comme en parlait son père, regarde sa montre et m'annonce avec cet air préoccupé des gens affairés, qu'il est obligé de mettre fin à cette conversation intéressante mais qu'il doit prendre l'avion dans quelques heures pour se rendre chez un sous-traitant en Chine ! Dommage ! J'aurais aimé lui parlé des exonérations de cotisations patronales, des aides publiques accordées avec largesse aux entreprises, de la baisse ou du blocage des salaires qui réduisent d'autant les rentrées de cotisations, des 230 milliards de profits versés par les entreprises à leurs actionnaires, de l'inégalité de droit à la retraite pour les femmes, les chômeurs, les jeunes, du déni de démocratie de cette réforme imposée au peuple...il est déjà parti ! Je reprends mon chemin.

Je me surprend alors à causer à mon déambulateur :

« Mon fidèle ami, quand le soleil se sera dérobé à jamais pour moi, tu prolongeras ton espérance de vie au travail. Je vais en effet compléter mon testament et te léguer au Président de la République. Je compte sur toi pour lui enseigner ton code de bonne conduite : faciliter la marche en avant contre les inégalités et rendre très difficile la marche en arrière pour éviter la chute politique et permettre à toutes et à tous d'échapper aux reculs sociaux. »

Vous n'allez pas me croire mais aussi vrai que François, Jean-Marc, Manuel et les autres sont de gauche...mon déambulateur me répondit :

« Léon, tu peux compter sur moi. Si le président et tous les instruits de la Terre ne m'entendent pas je lancerais un appel urbi et orbi à la mobilisation générale : Déambulateurs de tous les pays, unissez-vous ! »

Léon de Ryel.

R

Ça vient d'où ? De bouger, ça se disait bullicare fsu «bouillir» en latin populaire. Qui bout ? Bonne question, réponse à la rentrée, pour l'heure c'est les vacances, sauf pour le chômage et la compétitivité, c'est F. Hollande qui l'a dit. C'est quoi ? Le bougisme est une pathologie estivale qui atteint les Présidents, et quelques ministres. A ne pas confondre avec le bunga-bunga réservé à Berlusconi, bientôt remplacé par sa fille Marina. Le boogie-woogie non plus. On aurait pu dire la bougeotte, bougeotter, trop familier pour le personnel politique concerné.

Etude de deux cas : le Président et son Ministre de l'Intérieur. Infatigables, ils sillonnent la France sur des thèmes différents, pour l'un l'emploi, pour l'autre émeute, noyades, sécurité routière. En Vendée F. Hollande a été interpellé par une chômeuse « *qu'est-ce que vous faites pour les chômeurs de longue durée ?* » « *Nous allons y arriver* » répondra-t-il énigmatique. A Trappes, M. Valls a été interpellé sur la détresse des quartiers par une habitante, sœur d'un jeune jugé en référé la veille. Il faut dire que le contrôle d'identité de Cassandra avait mal tourné. La jeune femme aurait percuté un policier avec la poussette de son bébé, plaquée sur la voiture de police, Michaël, le jeune époux, se serait interposé violemment, il sera jugé en septembre. Ils sont interdits de séjour... dans le 78.

Voile ta fac ? La question du port du voile intégral ressurgit par le biais du HCI [Haut Comité de l'Intégration] qui n'est plus en fonction. Le Ministre de l'Intérieur souhaite qu'on harmonise les règles à l'Université. « *Plus de cohérence* », nous dit-il, il oublie que l'Uni fait ce qu'elle veut, on appelle ça « l'autonomie ». Geneviève Fioraso est furieuse.

Enfin M. Valls pose dans Paris-Match avec sa femme, violoniste. Le premier flic de France et le violon, toute une histoire ! Et pendant que le Président s'est retiré à la Lanterne à Versailles (lanterne rouge c'est réservé à DSK de plus en plus empêtré dans l'histoire du Carlton), le Premier Ministre, le Ministre du Travail, la Ministre des Affaires Sociales et de la Santé, fille de sociologue, visitent un chantier de nuit sur le thème de la pénibilité. « *C'est vraiment du pipeau !* », Philippe Poutou qui s'est levé tôt l'a déclaré à Télématin. Les Blanquefort se sont battus pour leurs emplois, en 2012 ils ont déboulé au Mondial de l'automobile, aujourd'hui le logo de Ford flotte sur la marmite, mais les camarades restent vigilants ! PP l'a dit, à la rentrée ça va bouillir !

Ah ! Le CEA de Valduc (21) cherche, devinez quoi ?, 4000 cocottes (minute) ! Pas DSK ou Dodo la Saumure, mais bien le CEA qui veut transporter ses petits composants en toute sécurité !? Les lièvres qui peuplent le site, garants (sans le savoir) de la qualité des sols et de l'air, finiront-ils à la casserole, Secret Défense !

23 août 2013

CJ

R



Les économistes désaltérés

...
– Bon, Jean-Marc, tu la remets ta tournée?
– T'énerfes pas, Laurent, elle arrive, mais tu m'ôteras pas de l'idée qui va falloir bosser plus longtemps!
– De quoi? Te serais pas au medef toi, des fois?
– Rôôô arrête voir! Le cor l'a dit c'est tout expliqué, tiens santé! On vit plus vieux donc faut aller au chaffe plus longtemps, et pis de toutes façons y a plus de sous dans les caisses...
– Ah ben ça, à force qu'y ait des vieux ça nous pendait au nez!
– Tu reprendrais pas un casa mon Lolo? Moi, l'économie ça me donne soif... Pierre! deux casas steuplait!



– Mais... j'ai pensé un truc: quand on était jeunes, les vieux y z'étaient en retraite plus tôt et y avait pas plus de sous!
– Normal, y en avait même moins des sous, mais les vieux mourraient plus jeunes! A la tienne! Hips... et pis maintenant les jeunes de quand on était jeunes sont... hips... vieux...
– Santé! Et pis?... Alors?
– Pffff t'as pas lu le rapport du cor toi, eh ben avant ils

coûtaient rien, maintenant il faut leur payer leurs retraites. Et y a pu de sous!
– Ben forcément, c'est les vieux qu'ont tout le pognon maintenant!!! Bon le dernier pour la route...

Ah ! on a beau dire le casa c'est rond en bouche!

– Ouais! De la secousse, j'ai une idée: y a qu'à dire aux jeunes qu'y faudra qui travaillent plussss!

– Pour gagner plussss!?

– Hi hi hi!!! T'es con Lolo tu me fais m'étrangler avec les olives... Mais non! Les jeunes y travailleront plus et les vieux y gagneront moins...

– ...??

Oui mais euuuh quand même, Jean-Marc, c'est dégueulasse passssque que c'est les mêmes gugusses! Quand y seront jeunes y travailleront plus, et quand y seront vieux y toucheront moins!!! Bon, la démarrante c'est pour moi, mais j'aime autant te dire que nous les syndicats on sera pas d'accord....

– Tu vois, Laurent, ça se discute par exemple qu'est-ce que tu bois toi?

– Ben, un petit jaune bien tassé... pourquoi?

L'abruti du mois

D'aucuns considèrent que Stéphane Hablot, maire de Vandœuvre, porte le costume toujours impeccable d'un personnage falot, sans épaisseur, sans aspérité, sans contour, disant « oui » à tout le monde, serrant beaucoup de mains, promettant appartements et subventions – n'est pas clientéliste qui veut ! –, donnant systématiquement raison au dernier qui a parlé, trop effrayé de perdre des voix qui lui permettraient une réélection dans un fauteuil. Bref, pas une lanterne.

En ces périodes de vaches maigres, où le pouvoir socialiste a renoncé à presque tout, que faire face à un électorat qui n'aura pas tellement envie de passer par l'isoloir en mars 2014 ?

Réagissant au transfert d'une soixantaine de demandeurs d'asile dans l'ancienne caserne Faron, Stéphane Hablot montre qu'il est moins insignifiant qu'il n'en a l'air, lorsqu'il est question, pour sa commune, de refuser de participer financièrement à cet hébergement d'urgence (édition de France 3 Lorraine, 19-20, 19 août 2013). « *Beaucoup de nos concitoyens français qui ont du mal à trouver du travail, qui ont du mal à être hébergé et qui ne comprennent pas – et*

moi je les comprends – qu'on puisse accueillir aussi toutes celles et ceux qui, pour certains, sont peut-être aussi de faux demandeurs d'asile, parce que fuir la guerre, c'est un fait, mais après je crois qu'il y a des réalités économiques... On n'a pas les moyens d'accepter et d'accueillir et d'aider, alors qu'on a du mal déjà à aider nos concitoyens. Ce sont ces choses qu'il faut savoir dire. » S'agissant de la scolarisation des enfants, qui est pourtant un droit absolu, Hablot poursuit : « *L'école est ouverte à tous, certes, mais nous, pendant des années, on a demandé des moyens supplémentaires pour les habitants qui ne peuvent plus mettre leurs enfants à l'école ; si maintenant on donne des moyens supplémentaires dans cette situation-là, les gens ne comprendront pas...* »

Rejet des demandeurs d'asile, frappés de suspicion, préférence nationale, réticence à scolariser les enfants, Hablot a décidé de ne pas attendre 2017 pour donner sa voix au Front national. Cessons de nous focaliser sur le seul Valls : le PS est frappé profondément par la peste brune.

Piéro

R

AIT 2014. Les 150 ans de la Première Internationale

Celebrating 150 years of the First International

The International Workers Association (AIT) was founded on September 28, 1864 in London. Marking this historical occasion, the launch of the revolutionary role of the world proletariat, presents a timely opportunity for us today to revitalize the idea of international coordination of workers against capitalism.

It would also be an opportunity to revisit a perspective discussed some 15-20 years ago among the far left: the organizations that bring together those differing currents of opinion and concerns that exist in the labor movement, notably those of anarchists and Marxists.

The Chorale des Sans Nom proposes to initiate just such an event celebrating these 150 years of AIT on (13)-14-15 July in Nancy, France. By launching this initiative we do not wish to be the only organizers: unions, associations, journals / newspapers, various networks that support the revolutionary and internationalist legacy of AIT are free to join us. Other projects or collectives, cultural or academic, are naturally also welcome.

To date, we have a relatively large venue available to us (several large rooms and an outdoor space to host several hundred people, with an area appropriate for building a stage, stands, etc.). We also have the possibility for accommodation for 150 people at a moderate rate (estimate 20 euro per night) in addition to activist accommodation, for those coming to Nancy from out of town.

In conjunction with the event, Jean-Luc Marino will film a documentary on this 150th anniversary of AIT, for release on a public channel.

The first planned events are as follows (non-exhaustive list):

- An international meeting with trade union activists and revolutionaries from different countries (Greece, Tunisia, Egypt, US...);
- An internationalist demonstration to be held in Nancy;
- Multiple debates on a range of topics: historical, international current events, the revolutions of the Arab world, coordinating the fight in Europe;
- A book fair with committed members of the press and publishers;
- Screenings of films and discussions with filmmakers;
- Discussions with less-known sociologists and historians organized by/with people and/or unions of the University of Lorraine;
- A singing part – the Chorale des Sans Nom will invite two or three revolutionary choir groups from England, Italy and Germany.
- A musical and festivities part – fanfares, militant groups and other musicians to animate Saturday evening;
- Artistic performances and exhibitions ranging from: sports tournaments (pétanque, ping-pong, fly-fishing in the canal), circus games with Christians being devoured by lions, etc.

L'Association Internationale des Travailleurs (AIT), Première Internationale ouvrière, a été fondée le 28 septembre 1864 à Londres. Marquer le coup des 150 ans de l'AIT offrirait une bonne occasion de (re)mettre au goût du jour l'idée de la coordination internationale des travailleurs contre le capitalisme. Ce serait aussi l'occasion de rediscuter une perspective débattue il y a 15-20 ans dans l'extrême gauche : celle d'organisations qui rassemblent les différents courants et sensibilités du mouvement ouvrier et révolutionnaire, anarchistes et marxiste notamment.

La Chorale des Sans Nom propose d'initier un événement pour les 150 ans de l'AIT, les **(13)-14-15 juin 2014** à Nancy. Elle lance l'initiative, mais ne souhaite pas être seule organisatrice: des syndicats, associations, revues, réseaux divers et variés s'inscrivant dans l'héritage révolutionnaire et internationaliste de l'AIT doivent pouvoir s'y associer. Mais aussi d'autres projets, culturels ou universitaires, qui souhaiteraient s'y greffer.

A cette heure, nous pourrions disposer d'un lieu relativement étendu (plusieurs salles + un terrain, de quoi réunir plusieurs centaines de personnes, monter une scène, des stands, etc.); d'une possibilité d'hébergement de 150 personnes à prix modéré (20€/nuit), en plus de l'hébergement militant, pour les personnes extérieures à la ville. Conjointement à l'événement, Jean-Luc Marino envisage de réaliser un documentaire sur les 150 ans de l'AIT, pour diffusion sur une chaîne publique.

Les premières pistes envisagées sont les suivantes (liste non exhaustive):

- un meeting international, avec des militants syndicalistes et révolutionnaires de différents pays (Grèce, Tunisie, Egypte, USA...);
- une manifestation internationaliste en ville;
- des débats multiples: historiques, sur l'actualité internationale, les révolutions du monde arabe, la coordination des luttes en Europe;
- un "salon du livre", avec des revues et des éditeurs engagés;
- des projections de films et débats avec des cinéastes;
- des débats avec des sociologues/historiens un peu connus, organisés par/avec des gens et/ou syndicats de la fac;
- une partie choralistique: la Chorale des Sans Nom invitera deux ou trois chorales révolutionnaires d'Angleterre, d'Italie, d'Allemagne...
- une partie musicale et festive: fanfares, groupes militants et néanmoins musiciens, de quoi animer la soirée du samedi;
- des performances artistiques et expos qui vont avec; des tournois sportifs (pétanque, ping pong, pêche à la mouche dans le canal); des jeux du cirque avec des chrétiens dévorés par des lions, etc.

Celebrando i 150 anni della Prima Internazionale

L'International Workers Association (Associazione Internazionale dei Lavoratori – Prima Internazionale, AIL) è stata fondata a Londra il 28 Settembre 1864. Questa occasione storica ci fornisce una buona occasione per (ri)mettere all'ordine del giorno l'idea della coordinazione internazionale dei lavoratori contro il capitalismo.

Questa sarà anche l'occasione per ridiscutere una prospettiva dibattuta 15-20 anni fa nell'estrema sinistra: quella di organizzazioni che riuniscono le varie correnti e sensibilità del movimento operaio e rivoluzionario, specialmente quelle anarchiche e marxiste.

La Chorale des Sans Nom (Coro dei Senza Nome) propone di lanciare un evento per i 150 anni dell'AIL il (13)-14-15 Giugno a Nancy (Francia). I Sans Nom non vogliono però essere gli unici organizzatori: i sindacati, le associazioni, le riviste, varie e diverse reti che fanno parte dell'eredità rivoluzionaria e internationalista dell'AIL devono potersi associare. Naturalmente, altri progetti o collettivi, culturali o accademici, sono i benvenuti.

Al momento, possiamo disporre di un'area relativamente spaziosa (diverse sale più un spazio all'aperto in cui riunire diverse centinaia di persone, allestire un palco, degli stand, eccetera); di una possibilità di alloggio per 150 persone a prezzo moderato (20 €/notte), oltre all'alloggio militante, per coloro che non abitano a Nancy.

Allo stesso tempo, Jean-Luc Marino ha intenzione di realizzare un documentario sui 150 anni dell'AIL, da diffondere su un canale pubblico.

Un programma iniziale include (lista non esaustiva):

- Un meeting internazionale con attivisti dei sindacati e rivoluzionari di paesi diversi (Grecia, Tunisia, Egitto, USA...)
- Una manifestazione internationalista nella città di Nancy;
- Diversi dibattiti su una varietà di temi: storici, attualità internazionale, le rivoluzioni nel mondo arabo, la coordinazione delle lotte in Europa;
- Un "salone del libro", con riviste e editori impegnati;
- Proiezione di film e dibattito con gli autori;
- Discussioni con sociologi e storici, organizzate da e con la gente e/o i sindacati dell'Università di Lorena;
- Una componente di canto – la Chorale des Sans Nom inviterà due o tre cori rivoluzionari dall'Inghilterra, Italia, e Germania;
- Delle performances artistiche e mostre che variano da tornei sportivi (bocce, ping-pong, pesca con la mosca nel canale) ai giochi circensi con i Cristiani divorati dai leoni, eccetera.

Pour discuter de l'organisation de tout cela et du cadre général, une première réunion est organisée **vendredi 13 septembre**, à 18h30 au Grand Sauvoy à Maxéville.

Jeunes et cité : une attaque conjointe contre les valeurs du travail social et les droits des salariés.

Durant toute l'année 2012, l'équipe de prévention spécialisée de l'association vandopérienne « Vivre dans la ville » a mené une lutte exemplaire afin d'obtenir du Conseil Général le maintien des moyens affectés à leur mission sur Vandoeuvre et le droit de préserver une pratique professionnelle construite durant plus de trente années dans le respect du cadre légal et celui des personnes rencontrées.

En janvier 2013, « Vivre dans la ville » disparaissait et l'équipe était reprise, à la demande du Conseil Général, par l'association

Messieurs les Présidents, Monsieur le directeur,

C'est avec beaucoup de tristesse et de colère que j'ai appris cette nouvelle.

Que d'années ont passé, plus de 30 ans, où on parlait de miser sur la prévention, j'ai eu la chance d'être aux premières loges, avec vous pour y assister.

Années 80, j'ai vu se fermer l'IPES de Neufchâteau, centre fermé d'accueil de délinquants, fermer pour faire de l'éducatif autrement. J'ai vu avec étonnement, incompréhension, se réouvrir, il y a quelques années, ce type d'établissement à Tonnoy. Pourquoi?



Années 80, au Champ le Boeuf, au coude à coude, tissu associatif très riche oblige, FCPE, Henri Bégorre, Jeunes et cité, Jean Luc Dumas, beaucoup d'autres, et moi-même, FJEP, nous mettions nos énergies, notre créativité en commun, nous mutualisions nos idées, bénévoles et salariés, pour organiser des événements, nos objectifs à tous, créer des liens, interculturels, inter générationnels, intercommunautaires, travailler le vivre ensemble, nous étions en pleine logique de prévention et d'éducation populaire... Donner du sens, dynamiser notre quartier, c'était notre credo, les rues du CLB, étant toutes des rivières, elles confluaient vers un même fleuve, quelle belle image, n'est-il pas?

Mais où sont donc passées ces belles idées et que sont devenus ces porteurs de projet?

La prévention n'aurait donc pas fait ses preuves, elle n'aurait donc pas triomphé pour laisser ainsi sa place au presque tout répression, sanction, carcéral et pour revenir à des idées plus « adéquates ! »,

centre de correction, centres de redressement, renfermeries du 18ème siècle?

C'est cela le nouveau projet de société auquel vous voudriez que nous adhérions ensemble ?

L'école ? Jeunes et cité ? C'est une entreprise ? Elle répond à une logique d'actionnariat ? L'humain, l'enseignement, l'éducation spécialisée n'est pas coté au CAC 40. Ne pas miser sur l'humain, est-ce vraiment un bon calcul, vous le savez bien qu'on ne peut se permettre cette économie, sans que cela ait un effet désastreux sur notre société d'aujourd'hui et de demain.

Vous voulez donc scier la branche sur laquelle vous êtes assis, celle là même que vous avez contribué à faire grandir grâce à votre expérience personnelle, vos vécus, de l'IPES de Neufchâteau, à votre classe où vous appliquiez la pédagogie Freinet, en passant par la pratique de la prévention au sein des familles, au cœur de la cité, dans votre village, tout votre gros et grand travail sur l'humain, vous reniez tout, vous reniez donc ce pourquoi, vous vous êtes battus tout au long de votre vie ? Je ne comprends pas.

Où est l'humain dans votre réflexion ? Un enfant, un adolescent, un adulte, que l'on va essayer à tout prix de faire rentrer dans le même moule, alors que les « formats » sont tous différents ? A qui l'on va donner la même réponse, la pensée unique ? Chez qui, l'on va éviter de développer le sens critique, ce sens qui aide tant à se construire ou à se reconstruire ?....

Il est vrai qu'un individu qui développe son sens critique, c'est tellement dangereux, il pense, vous vous rendez compte, il pense ! Damned !

Refuser de remplir des grilles, de mettre des petites croix dans des colonnes, parce que cela n'a pas de sens ou que c'est du temps perdu ou par éthique, car notre mission est avant tout d'être présents, à l'écoute des jeunes, des moins jeunes, des familles, de cette société frappée de plein fouet par l'austérité, par la culpabilité, par le non respect de la différence, par la peur grandissante de l'autre, une société qui part complètement en vrille, qui est déjà fortement contaminée par la peste, grâce à une absence de plus en plus lourde sur le terrain.

Trouver des stratégies pour aider à devenir, quel que soit le lieu, école, collège, quartier..... observer, écouter, pour comprendre, ce sont là les vrais outils de réparation et de construction sur le long terme, et non, un crayon, une feuille « grillagée » et un bureau.

Un enseignant (base élèves), un éducateur (dossier famille) doit désormais faire fonction de RG et s'il entre en résistance, on le vire ! Je n'aime pas du tout ce projet de société là.

Il vous faut assassiner la prévention, supprimer des postes, il n'y a pas de petites économies, alors dites le sans ambages, inutile d'utiliser des prétextes plus tordus les uns que les autres, parlez vrai ! Sans tricherie ! Vous êtes mandatés pour appliquer l'austérité. Il vous appartient de réaliser votre mission : licencier, il vous faut l'assumer, vous appuyer sur des faits bien réels, sans hypocrisie et peu importe que vous ne soyez pas en phase avec cet angle d'accroche.

L'humain d'aujourd'hui et de demain n'est donc plus la première préoccupation.

Il me semblait que penser l'éducatif autrement, sur le terrain, dans

« Jeunes et cité ». Loin d'être un point final, cette reprise allait donné lieu à tout ce que nous pouvions craindre. Rapidement les moyens jusque là mis en œuvre sur Vandoeuvre se sont vu amputé, la pratique de l'équipe remise en cause au point d'engager des procédures disciplinaires contre chaque membre. Aujourd'hui, une personne vient d'être licenciée pour faute grave et deux autres en sont menacées. Un hasard : les trois sont syndiquées.

Afin de faire le tour de la situation, nous vous proposons ci-dessous, la reprise d'un courrier adressé par Martine à l'association les alertant de leur dérive, le récit par Jean-Christophe d'une journée de licenciement des plus singulières, et l'appel à la création d'un comité de soutien qui se déroulera le mercredi 11 septembre à 18h30 à l'Espace Yves COPPENS, et à laquelle nous invitons tous à participer.

les familles, dans les quartiers, à l'école, n'était pas une trop mauvaise méthode (de par mon humble pratique).

On ferme les écoles maternelles, on ferme les structures d'accueil pour les enfants en difficulté, on supprime les accueils après la classe des jeunes d'école élémentaire, (J et C), "on peut plus aller à la jeunes et cité?" on supprime les ateliers, qui étaient des lieux formidables de cohésion sociale, inter-communautaires, intergénérationnels, 3 heures de vacation en moins par ici , 6 heures par là, ainsi de suite..

C'est de plus en plus drastique, depuis 5, 6 ans et plus et pour quels bénéfices ?

Certes faire de la prévention, travailler en amont a un coup. Le retour sur « investissement » était donc si déplorable.

C'est en effet plus intéressant (pour qui ?) de créer des garderies, des instances de surveillance, des caméras de surveillance, de licencier du personnel spécialisé pour sous payer du personnel non formé, de réouvrir les « salle d'asile » en quelque sorte, d'entasser des jeunes dans un centre de redressement . Quelles sont les retombées à plus ou moins long terme pour la société ?

Nous connaissons la réponse, vous et moi, puisque nous avons eu l'occasion d'expérimenter ces fonctionnements, c'est sans doute pourquoi les centres fermés ont disparu pour laisser la place à une stratégie basée sur la prévention, et c'est aussi pourquoi les salles d'asile ont été remplacées par les écoles maternelles (cette même école maternelle qui après avoir été une vitrine mondiale, est en voie de disparition)

Comment peut-on se tirer ainsi une balle dans le pied? Je ne comprends pas du tout ces démarches suicidaires.

Il est des enjeux que je n'entends pas. Je ne comprends rien à ce nouveau projet de société. Vous pourrez sans doute éclairer notre lanterne.

Cordialement.

Martine



L'huissier, le RG et l'éducateur.

Salut à toutes et tous,

Quelques news de nos entretiens préalables au licenciement de ce jour.

La direction de Jeunes et Cité avait fait venir un huissier de justice. Un inspecteur des Renseignements généraux était également présent dans les locaux de l'association au moment des entretiens. Avait-il été invité par notre direction ? Nous n'en saurons rien.

Plus de 70 personnes étaient venues nous apporter leur

soutien. Parmi elles des vandopérien(ne)s de toute génération, des partenaires associatifs, des collègues de différents secteurs et des militant(e)s syndicales(aux).

L'Est Républicain avait dépêché un journaliste et nous avons eu un entretien téléphonique avec France Bleu Sud Lorraine.

J'ai été reçu une demie-heure en présence du Pdt de Jeunes et Cité, de son directeur et d'un DP de l'association qui a pris de nombreuses notes mais qui n'est pas intervenu.

Mon intervention a été la suivante :

Je réitère une nouvelle fois la réponse que je vous ai faite à tous les deux.

Je ne peux pas répondre à votre demande. N'y voyez pas d'insubordination, ni un refus d'obéissance mais une impossibilité.

Comme je l'ai indiqué par mail, au nom de l'équipe, dès le 15 mars 2013, le transfert d'activité de Vivre dans la Ville à Jeunes et Cité a fait perdre 2 postes ETP à l'équipe de Vandoeuvre. Le directeur et la secrétaire de l'association étaient les 2 personnes qui réceptionnaient l'ensemble des fiches bilans de nos actions (animations en pied d'immeuble, accueil, cyber et accompagnements individuels). Les fiches récapitulatives de nos suivis individuels étaient réceptionnées par notre directeur, M. Salzard, c'est pourquoi il est venu récupérer ces informations 3, rue Goethe, le vendredi 7 juin, à votre demande pendant que 2 de mes collègues et moi étions au Cyber.

Pour avoir ces fiches récapitulatives sur les problématiques de mes accompagnements individuels 2012, leurs quartiers d'origine, leur sexe et leur tranche d'âge, il faut contacter l'ancien directeur de Vivre dans la Ville, je n'ai pas gardé de double.

Ces fiches ont toujours respecté l'anonymat des personnes.

Vous nous demandez de fournir des informations de 2012 que l'association Vivre dans la Ville, en adéquation avec les grands principes régissant la prévention spécialisée et le référentiel du CG 54, ne réclamait pas aux éducateurs. Cette position



associative qui respectait l'éthique professionnelle des salariés et qui était partagée par les administrateurs n'avait pas l'objectif de masquer quoi que ce soit de l'activité de l'association vis-à-vis des tutelles contrairement à l'interprétation qui en a été donnée lors d'une réunion direction de Jeunes et Cité – Délégués du personnel d'octobre 2012 (voir compte-rendu dans le registre). Dans ce compte-rendu, il est écrit que notre équipe insiste sur le fait que nous tenons aux principes de bases de la prévention spécialisée et en particulier à l'anonymat (traduit par on ne veut pas rendre compte (sic)). C'est écrit tel quel dans ce compte-rendu.

Je rajouterais qu'une requête a été déposée auprès du tribunal des prud'hommes. Dans l'impossibilité de répondre aux injonctions de l'association, je ne peux qu'attendre la décision du tribunal. J'essaie d'être le plus serein possible, vu le contexte actuel, pour pouvoir tenir mes engagements auprès du public et des partenaires.

Si vous décidiez finalement de me licencier, il vous faudrait demander l'autorisation à l'inspection du travail, ma nomination en tant que conseiller du salarié sur les listes solidaires, comme je vous l'ai indiqué dès janvier 2013 et comme vous l'avez noté lors de votre prise de note, étant imminente.

La réponse de mes interlocuteurs a été la suivante : Nous entendons vos arguments, peut-être avons-nous parfois écrit les choses maladroitement ou même-avons-nous écrit quelques inexactitudes. Le problème n'est pas là. Le problème est votre comportement vis-à-vis de votre hiérarchie. Vous êtes ici pour insubordination. Votre comportement met en péril tout l'édifice de Jeunes et Cité. Nous ne mettons pas en cause votre réflexion mais vous devez obéir. Nous ne sommes pas à la même place. Il faut que vous compreniez et que vous l'acceptiez. Nous avons pris une nouvelle fois le temps de vous écouter, mais il faut bien nous rendre à l'évidence que vous restez sur les mêmes positions. Avez-vous quelque chose à ajouter, il vous reste 3 minutes ?

Claire est montée expliquer au Pdt et au directeur que comme elle l'avait indiqué par courrier, elle ne participerait pas à l'entretien. Ses arguments avaient déjà été énoncés lors des deux entretiens préalables à avertissements et lors des deux courriers de constatation de ces avertissements. Elle acceptait un entretien à la condition que tous les décideurs soient présents, à savoir le Vice-Président du CG 54 chargé de la prévention et du directeur Enfance-Famille du CG 54. Observant leur absence, elle a quitté le bureau de Jeunes et Cité.

Nous saurons dans les prochains jours la décision qui a été prise quant à notre avenir.

Merci à toutes et tous pour vos nombreux soutiens. L'association a reçu plus d'une centaine de mails de protestation de tout le territoire, y compris un courrier de la secrétaire nationale de Sud santé sociaux.

Nous vous tiendrons au courant.

Jean-Christophe



Soutien aux éducateurs de Vandoeuvre licenciés (ou menacés de l'être) par Jeunes et Cité

Une quinzaine de personnes se sont réunies vendredi 16 août pour discuter de la situation des éducateurs de Jeunes et cité. **Elles vous invitent à les rejoindre mercredi 11 septembre à 18h30 à la salle Y.Coppens – allée de Marken à Vandoeuvre pour poursuivre la réflexion et envisager des actions (comité de soutien, débats publics,...).**

Pour mémoire,

Début 2012 : après avoir supprimé de nombreux postes en Prévention Spécialisée, le Conseil Général pousse « Jeunes et cité » et « Vivre dans la ville », deux associations différentes par leur taille, leur implantation, leur histoire, leurs pratiques à mutualiser des moyens au motif d' « économies d'échelle » ce qui, en langage clair, signifie les pousser à fusionner.

Janvier 2013 : après une année de résistance, l'équipe éducative de VDV est transférée à Jeunes et cité. 2 postes dits « supports » sont supprimés - L'équipe passe de 10 à 8, doit prendre sur son temps éducatif pour assurer les tâches administratives et perd 1/4 de son budget de fonctionnement.

Août 2013 : 6 mois après le transfert à Jeunes et cité, les 7 éducateurs de VDV font l'objet de sanctions disciplinaires pour refus d'obéissance. Après 30 années de travail sur la commune, Claire Lefebvre est licenciée pour faute grave. Jean-Christophe Berche et Fabien Patrocino sont menacés de l'être. L'équipe est laminée. Les conséquences pour les actions en cours et le public sont désastreuses.

Le motif : ils n'ont pas rempli une enquête de la Drees et ont refusé de fournir des listes nominatives des personnes qu'ils accompagnent.

Au-delà de ses conséquences individuelles, ce « scénario catastrophe » interpelle les uns, scandalise les autres. Les participants à la réunion sont unanimes pour y voir une évolution très inquiétante qui ne concerne pas que Jeunes et cité et nécessite un débat public.

Pourquoi ? Et pour quoi ?

Ci-dessous les premières pistes de réflexion (hypothèses pour les uns, certitudes pour les autres) :

- Ces mesures de licenciement ont été prises par Jeunes et Cité avec l'aval incontestable du Conseil Général financeur et décideur pour la prévention spécialisée. Elus et Direction de l'Aide Sociale, qui avaient toujours refusé de se positionner dans les conflits qui opposaient l'équipe à son employeur Jeunes et Cité, n'ont pourtant pas hésité à donner l'argument sur lequel repose la « faute grave » incriminée. Le Conseil Général se contenterait-il de tirer les « ficelles » et les « marrons du feu » ?

- Quels sont le rôle et l'intervention du Conseil Municipal de Vandoeuvre ? Pour l'instant, son silence est assourdissant.

- Que dire de la gestion du personnel à Jeunes et cité ? Avec, en même temps, un discours et des écrits officiels prônant tolérance, respect des différences professionnelles, responsabilisation, débat et ... des pratiques d'injonctions, menaces, sanctions. L'acharnement de l'employeur Jeunes et Cité à l'encontre des éducateurs de Vandoeuvre depuis leur « intégration » nous amène à penser qu'il fallait faire plier cette équipe qui, par le passé, avait su dire avec détermination ses convictions, ses craintes, ses désaccords et avait osé demander un débat.

Un débat ... clos par la sanction avant même d'avoir eu lieu

- L'enquête de la Drees est à la fois un motif sérieux et un faux prétexte. Elle oblige à poser la question (et à y répondre) des pratiques de Prévention Spécialisée et de leur « spécificité », de l'évaluation du travail social, de la constitution de listes nominatives d'usagers (pour qui ? Pourquoi, Comment ?), de la prise en compte des réalités de terrain, ...

- La « gestion du conflit » par le licenciement pose la question des (nouveaux ?) modes de gestion du personnel, de la place des salariés et des collectifs de terrain, de l'organisation du travail et des « chaînes hiérarchiques », de la mission de service public, ... Sachant qu'à aucun moment la qualité de l'investissement professionnel des salariés n'a été mise en cause, ... ni prise en compte !

Ces enjeux ne sont pas spécifiques à la prévention spécialisée ni au travail social, d'où l'inquiétude et la mobilisation des personnes présentes à cette première réunion. Pour marquer notre désaccord avec ce qui est en jeu derrière tout cela dans les métiers du service public (absence de dialogue, hiérarchie de plus en plus autonome et toute-puissante, etc...), et forts des retours négatifs que les uns et les autres peuvent exprimer isolément dans un grand nombre de professions, nous souhaitons élargir le mouvement à toutes les personnes qui se sentent concernées et engager ensemble des actions efficaces afin de montrer que nous refusons cette évolution des conditions de travail !

BLOC ANTI FASCISTE !

CONTRE L'EXTRÊME DROITE, FAISONS BLOC



Contre l'extrême droite, faisons bloc !

La recrudescence des violences de la part de l'extrême droite, des agressions homophobes ou contre des musulmanes jusqu'au meurtre de Clément Méric, tout cela a motivé l'initiative d'une convergence de forces militantes antifascistes.

Lancé début juillet à Nancy, le BAF (Bloc Anti Fasciste) s'est constitué sur la base de l'appel national du 13 juin dernier, "Le fascisme tue. Ensemble, combattons-le!" (cf. RésisteR #21).

Les premières interventions du BAF cet été (présence militante ponctuelle dans la rue, diffusion de tracts) ont permis de mesurer, bien qu'à toute petite échelle, que la société est

de plus en plus clivée sur l'extrême droite. Nombreux sont celles et ceux qui, « décomplexés » par cinq années de sarkozysme renforcés par une année de Valls, n'hésitent plus à afficher leurs sympathies pour le Front national voire cultivent la nostalgie du fascisme des années 1930. Mais aussi heureusement, en face, nombreux celles et ceux qui prennent la chose au sérieux et estiment qu'il est crucial d'agir pour contenir la marée brune !

Dans un contexte de chômage et de précarité croissants, et aussi d'aggravation généralisée des conditions de travail pour celles et ceux qui ont un emploi, avec des attaques conduites par les gouvernements de gauche comme de droite, beaucoup sont désillusionnés, perdus, et prêts à basculer dans le piège des solutions nationalistes et autoritaires à la Le Pen. C'est pour cela qu'il y a urgence à agir, à reconquérir le terrain et réimplanter d'autres perspectives, basées sur la solidarité entre salariés et chômeurs, entre jeunes et retraités, entre français et immigrés, entre travailleurs d'ici et d'ailleurs. En bref, il y a urgence à faire basculer les hésitants du côté des solutions anticapitalistes et internationalistes.

Il faut occuper le terrain, c'est à quoi le BAF veut contribuer. Par une intervention dans le milieu syndical, l'organisation de débats et d'échanges dans des quartiers ou communes, ou à la porte des lycées. Susciter l'adhésion et l'engagement d'un nombre plus important de femmes et d'hommes contre le racisme, le nationalisme, le sexisme, l'homophobie.

Reconstruire des groupes militants, assurer une présence, visible par ses affichages et son expression, partout, dans chaque quartier, dans la rue, les entreprises, les Pôles emplois, les facs et les lycées. Surtout ne pas laisser la rue, les murs, nos villes et nos vies à l'extrême droite.



Pour prendre contact avec le BAF et être au courant de ses initiatives : contact-baf@nancy-luttes.net

Ce que je peux - encore - entendre lors de mes tournées de facteur

Pour eux, avant, c'était déjà la faute de l'Autre
Lorsqu'ils les Ont conquis et dominé,
On ne les entendait plus,
Sauf dire que c'était des sous-hommes.

Lorsqu'ils Les ont fait venir par bateaux
Pour ne pas faire ce sale travail,
On a recommencé à les entendre.
Lorsqu'il n'y avait plus de sale travail,
On a commencé à les entendre vociférer.
Lorsqu'il n'y a plus eu de travail du tout,
Ils les en ont rendu coupable.

Les renvoyer comme ils les ont fait venir
Pour le sale travail qu'il n'y a plus,
Est pour eux la solution de leurs problèmes,
La frustration la peur et la bêtise.
Lorsqu'ils n'y aura plus personne autour,
Peut-être pourront-ils se tuer entre eux.

Thierry, cénétiste et postier

APPEL À LA DÉLATION CITOYENNE...

Vous connaissez quelqu'un ou une association, une entreprise, une école... bref une organisation quelconque qui a réalisé quelque chose ou qui a un comportement en opposition manifeste avec le système néo libéral ?

C'est un acte de Résistance !... N'hésitez plus !... Dénoncez la (ou le) à la rédaction de RésisteR... Nous enverrons nos vaillants journalistes pour les interviewer (après leur accord, bien sûr!) et vous recevrez le numéro de RésisteR correspondant gratuitement !

Merci pour vos futurs et nombreux actes de délation citoyenne !

La rédaction de RésisteR

Prendre le mors aux dents... de rage

Avec pertinence, Woody Allen, que son nom prédisposait pourtant au bricolage, a établi que « *non seulement Dieu n'existe pas, mais [qu'] en plus il est impossible de trouver un plombier le dimanche* » ! Qu'en est-il réellement du côté des poseurs de plombs ? Eh bien, il est fortement déconseillé aux personnes sensibles d'avoir une rage de dents durant le week-end du 15 août.

Mordre dans un drap de coton à s'en faire péter les mandibules, boire un litre d'acide fluorhydrique, se taper la tête contre les murs, mâcher mécaniquement des clous de girofle comme on le ferait d'un chewing-gum... à chacun-e de trouver le moyen qui conviendra. Surtout, inutile d'appeler « *au secours !* »

Ainsi donc, le samedi 17 août, je me suis réveillé avec un mal de dent insupportable, dont je vous épargne le détail de la cause, pour le cas où vous passeriez à table. Je décrochai mon téléphone à la recherche d'un rendez-vous avec mon chirurgien-dentiste habituel et je tombai sur une messagerie. C'était bien ma veine ! Le message indiquait un retour de vacances le 19 août, soit deux jours plus tard. Impossible d'attendre. Il me conseillait de faire le 15 en cas d'urgence. Devais-je ainsi me considérer à l'article de la mort, victime d'une chute de 30 mètres, déversant sur le trottoir mes dernières gouttes de sang, ou gisant pétrifié dans la position d'un attaqué cardiaque, ou, suite à un geste malencontreux, au moment de découper le gigot, le ventre vidé de son contenu chaud et fumant sagement posé sur la

table ? Non, évidemment pas ! Toutefois, je composai quand même le numéro magique, à tout hasard. L'opérateur au bout du fil me répondit que le SAMU n'intervenait pas en dehors de la nuit et du dimanche et me suggéra de contacter un dentiste en ville.



Sur l'annuaire en ligne, dans la page Nancy, 137 chirurgiens-dentistes étaient répertoriés. Je commençai ma tournée d'appels : 80 % de la corporation semblaient avoir pris leurs quartiers d'été. Parfois, les secrétaires étaient là pour prendre des rendez-vous à l'avance et charger les carnets de commande de la rentrée, mais ils/elles faisaient mine de ne pas comprendre ce qu'est une urgence dentaire. L'un alla même jusqu'à me proposer le 4 septembre. J'imaginai alors le moyen le plus efficace pour qu'il soit privé de ses dents ipso facto, mais les sortilèges ne sont pas mon fort.

Je filai dare-dare, sur mon vélo, vers les

urgences de l'Hôpital central. L'interne qui me reçut m'annonça, sans émotion particulière, qu'il n'existait pas d'urgence dentaire. Il me suggéra les consultations ouvertes au public à la faculté d'odontologie, ignorant sans doute qu'elles n'ouvrent qu'en semaine, du lundi au vendredi. Je le lui fis poliment remarquer. Il me répondit, sans se démonter, qu'il ne pouvait rien pour moi et me dirigea vers un médecin en ville. C'était une excellente idée à laquelle je n'avais pas pensé... Comme il y avait du monde dans la salle d'attente des urgences, je décidai de le laisser en vie pour cette fois-ci. Quand je lui racontai que j'en étais déjà à mon trentième appel, il me fit une promesse : « *Ici, on va vous bourrer de médicaments, comme ça, vous ne sentirez plus rien jusqu'à lundi !* » Craignant les effets secondaires sur mon humeur et sur mes fluides, je décidai de prendre la fuite les jambes à mon cou.

De retour chez moi, je me remis à ma séance de phoning, empli de compassion à l'égard de ceux/celles dont c'est le turbin. Le 44e appel sera le bon ! La secrétaire me donna un rendez-vous, tout en me promettant qu'il faudrait peut-être attendre. S'agissait-il du pire praticien de la ville, dont ma fraise serait, pour le coup, sa première cliente depuis des

lustres ? Découvrais-je qu'il était encore équipé du modèle de roulette à pédales, très écolo certes mais un peu plus lent et bruyant ? Survivrais-je à ses tripatouillages dans l'intimité de ma bouche ? Aurait-il seulement les mains propres, désinfectées comme il se doit ? Bref, c'était un risque à prendre. La suite figure en résumé dans mon dossier médical.

Bien sûr, on ne peut pas tirer d'une histoire personnelle une règle générale, mais cette mésaventure me conforte

dans l'idée que le domaine médical devrait, en (d)entier, constituer un service national de santé, comme cela existe dans certains pays, même libéraux, de sorte à garantir l'accès par tou-te-s aux soins nécessaires. Je n'imagine pas ce qui serait advenu de ma pauvre bouche si cette fable s'était déroulée dans un village éloigné de tout arracheur de dents, par exemple à Leyr-la-Poste.

Piéro **R**

Une piscine pour tous

Ce n'est en tout cas pas ce qui semble se préparer à Nancy Thermal.

Ainsi, le projet Grand Nancy Thermal, prévoyant l'aménagement de « thermes » à la piscine ronde n'était qu'un début. Officiellement, il s'agit d'un « *centre aquatique dédié au bien-être, au thermalisme et aux activités thermalo-sportives* ». Voilà un titre bien ronflant qui dissimule mal une volonté de changer radicalement l'esprit du lieu.

Car ne nous leurrions pas : s'il paraît logique d'utiliser une eau thermale pour soigner l'arthrose du genou, en liaison avec les professeurs du CHU, nous ne sommes pas assez naïfs pour croire que d'autres considérations, extra-médicales, n'entrent pas en ligne de compte dans ce beau projet.

En particulier qui dit cure, dit hébergement des curistes et distraction des curistes. Faire de Nancy une ville d'eau permettrait ainsi d'organiser en toute légalité des activités plus lucratives que le simple accueil des baigneurs (d'aucuns parlent d'un projet de casino).

Par ailleurs est-il pour autant nécessaire de saboter la piscine de plein air Louison Bobet, pour la transformer en centre aquatique dédié au bien-être, au thermalisme ?

Dans le magazine GrandNancyactu, on apprend que cette piscine n'est plus adaptée aux besoins de usagers... Pourquoi est-elle alors un des lieux communautaires les plus fréquentés en été ?

Tout simplement parce que pour tous les gens qui ne peuvent plus partir en vacances (qui seront hélas, de plus en plus nombreux), elle permet de changer d'air pour une somme relativement modique (1 euro pour les scolaires de moins de 18 ans).

Mais la science a parlé, en la personne d'Eric Pensalfini, vice-président en charge des équipements sportifs (le thermalisme, c'est un sport ?? Pourtant, cela ne figure pas encore comme discipline aux Jeux Olympiques) : « *La piscine Louison Bobet est conçue sur un modèle désuet, celui d'un stade nautique, alors que ce lieu n'accueille aucune compétition.* »

Quelle importance ? Elle peut au moins accueillir des entraînements.

Et quand on aime nager sur plusieurs kilomètres, on peut apprécier les bassins olympiques de 50 mètres, tout simplement pour le plaisir.

Condamner un lieu de pratique sportive populaire sous prétexte qu'il n'accueille pas de compétitions est peut-être un peu expéditif. Et c'est un curieux aveux idéologique de la part d'un responsable de collectivité publique que de n'envisager le sport que sous l'angle de la compétition.

Et que nous propose-t-on à la place ?

Eh bien... Le pôle estival de Grand Nancy Thermal comprendra « *un espace tout public avec un bassin de loisirs de moyenne profondeur avec des espaces hydromassants, pourvu néanmoins d'un secteur avec des lignes d'eau pour les nageurs.* » On pourra y nager ! Encore heureux !

Il y aura aussi des parcours acrobatiques pour les adolescents, des jeux d'eau pour les enfants, et une « *lagune d'eau* » pour les plus petits.

Vous savez ce que c'est une lagune d'eau ? Non ? Moi non plus...

Il y aura aussi des terrains de beach-volley, une cafétéria et un « *solarium végétal* » à proximité du parc Sainte-Marie...

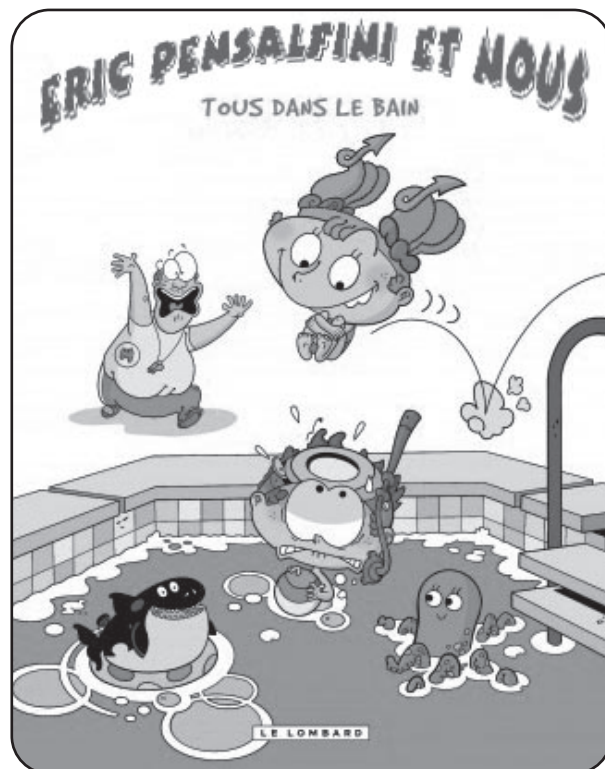
Il est vrai qu'une rénovation de cette piscine serait nécessaire, en particulier des vestiaires, et des sanitaires, qui sont franchement vétustes, Mais pourquoi vouloir à tout prix tout changer ?

D'après le groupe « la Gauche du Grand Nancy », il faudrait au

minimum 40 à 50 millions d'euros hors taxe pour réaliser ce projet. Et ils pensent que cette somme est sous-estimée.

Elle serait apportée par un investisseur privé. C'est ce que l'on appelle communément un partenariat public-privé.

Cela permet à un investisseur privé de toucher pendant des décennies les rentes d'un investissement initialement financé en partie par les impôts, et ensuite c'est au contribuable de payer bien plus cher un équipement que si celui-ci n'avait été financé que sur les deniers publics.



Cela rappelle, en à peine moins délirant, le projet d'agrandissement du stade Marcel Picot...

Pourquoi ne demande-t-on pas l'opinion des usagers de la piscine, et aussi celui des habitants du Grand Nancy qui payeraient ce projet dans leurs impôts ?

D'ailleurs, ce centre thermal accueillerait-il le même public qu'à l'heure actuelle ?

Eric Pensalfini nous rassure : « *Ces équipements resteront accessibles moyennant un droit d'entrée comparable à celui pratiqué actuellement.* »

Vous y croyez vous, qu'après un investissement se chiffrant en dizaines de millions d'euros, il y aura toujours l'entrée à un euro pour les jeunes des quartiers populaires qui viennent nombreux quand il fait chaud ?

Ce ne sont sûrement pas les gens les plus pauvres que notre maire veut attirer dans son « *centre aquatique dédié au bien-être, au thermalisme et aux activités thermalo-sportives* ».

Une nageuse In furore

R

Invitation à la réunion de rentrée le lundi 9 septembre à 18 h 00 à l'UL CGT 17 rue Drouin à Nancy.

En cette rentrée 2013, une fois de plus, **RESF-54**, fidèle à sa raison d'être, va devoir agir pour le droit à la scolarisation de tous les enfants demandeurs d'asile et de sans papier.

Cette action, pour être efficace, devra mobiliser un plus grand nombre de personnes.

Soutien aux éducateurs de Vandoeuvre licenciés (ou menacés de l'être) par Jeunes et Cité

Invitation le **mercredi 11 septembre à 18 h 30 à l'espace Yves COPPENS (allée de Marken) à Vandoeuvre** pour poursuivre la réflexion et envisager des actions (comité de soutien, débats publics, assises, etc...).

Cercles de silence

Nancy
28/09 à 15 h
place Stanislas

Pont-à-Mousson
14/09
à 10 h 30
place Duroc

Mardi 10 septembre
Rassemblement
Place Dombasle - Nancy
14 h 30

Manifestation pour la défense du système des retraites.

Vendredi 13 septembre 18H30.

Rencontre au grand Sauvoy en vue de la préparation de l'anniversaire des 150 ans de la première internationale.

Conjointement à l'événement, Jean-Luc Marino envisage de réaliser un documentaire sur les 150 ans de l'AIT, pour diffusion sur une chaîne publique.

Planning septembre :

10 septembre manifestation,
11 septembre grève générale,
13 septembre insurrection,
14 et 15 septembre WE,
16 septembre reprise du travail

Résister! #23

redaction@crr54.lautre.net

Date limite d'envoi des articles : 06/10/2013 - Comité de rédaction : 07/10/2013 - Date de parution : 11/10/2013

* Croc'us : 137, rue Mac Mahon - Nancy

* Laissez-nous cuire : 78, rue Charles Keller - Nancy

Points de dépôts :

* Vêt Ethic : 33 rue St Michel - Nancy

* CCAN : 69, rue de Mon desert - Nancy

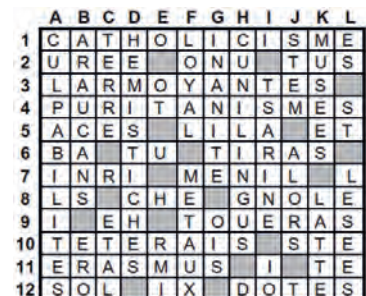
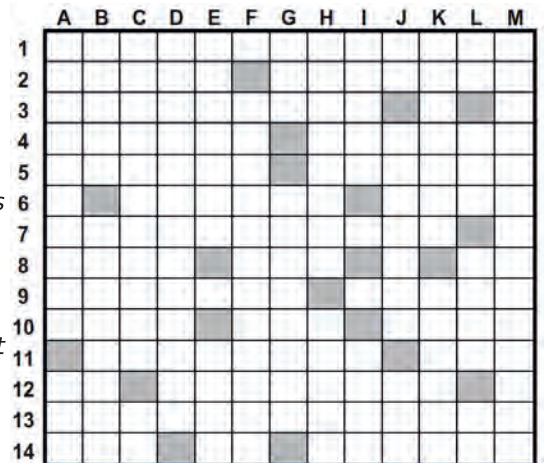
MOTS CROISES par Line C

Horizontalement

- 1 - Visionnaires.
- 2 - Express sans fin - Enfouira.
- 3 - Têtu.
- 4 - Buts - Fus prudent.
- 5 - Gêneur - Renard .
- 6 - Bienheureux habitant du désert - Dynamisme.
- 7 - Qualités nécessaires mais pas nécessairement suffisantes pour des décisions démocratiques.
- 8 - Sierai - Numéro unique de Line C - Conditionne la suite.
- 9 - Entres en action - Capitale africaine.
- 10 - Violoniste de rock - Pseudo progrès bien cher payé - Victoire d'empire.
- 11 - Banals quand ils sont battus - Inutilement majoritaire en 2005.
- 12 - Les ultras en portent le maillot - Grecque bien que son centre ne le soit pas.
- 13 - Dotée d'un caractère original
- 14 - Mesure de sensibilité - Pour un oubli - Meurtries.

Verticalement

- A - Péjorativement emprunté - Opération agressive.
- B - Peintre bohème - Inconnus des femmes honnêtes !
- C - Via la Poste, quoi ! - Homme à tête de faucon.
- D - Tels des éléments décomposant la matière organique.
- E - Ignoble - En excès.
- F - Attribuerions.
- G - Entraînée par des coups et blessures volontaires - Les bienfaits de ses découvertes sont toutes relatives...
- H - Finis - Traiter à Londres.
- I - Bords - Syndicat d'artistes ou club de foot un peu chahuté.
- J - Il serait juste s'il était vraiment progressif - Se flétrirai - Fleuve africain.
- K - Répétitions - Histoire.
- L - N'aime pas bien Résister - Vital - Amplifie - Plus très vert.
- M - Convenables.



Solutions #21